

L'exigence de l'abrogation de la pierre de touche du combat du gouvernement

Budget 2011 démantelant les services publics, l'emploi, attaque contre l'assurance maladie et la Sécurité sociale : après le vote de la loi sur les retraites, pour étendre sa politique de destruction à tous les domaines, le gouvernement propose aux directions syndicales un "dialogue social" pour accompagner les "réformes".

Marguerite Leuwen

Le 8 novembre, le Conseil constitutionnel vient de valider la loi sur les retraites, ouvrant ainsi la voie à la promulgation de cette loi par le président Sarkozy. Plus que jamais, il faut réaffirmer que l'exigence de l'abrogation de la loi est la condition indispensable pour combattre toute cette politique de contre-réformes destructrices. « L'intersyndicale » s'est réunie le lundi 8 novembre. Elle « a refermé lundi le chapitre des mobilisations nationales massives avec grève pour la défense des retraites en décidant d'organiser le 23 novembre une journée d'actions multiformes » (AFP, 8 novembre).

Dans une déclaration commune, la CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa et SUD Solidaires (la CFTC et la CGC se sont abstenues, tandis que FO, manifestant son désaccord, ne participait pas à la réunion) demandent, à propos des actions multiformes de la journée du 23 novembre, « aux organisations territoriales et professionnelles d'en préciser les modalités ». Pour Laurence Laigo, de la CFDT, « il s'agit de rester visible et mobilisé, mais avec des formes adaptées aux préoccupations des salariés ».

Comme si les salariés n'avaient pas exprimé leur volonté par leur mobilisation massive dans les grèves et les manifestations, dans les appels communs de leurs syndicats en direction des dirigeants pour qu'ils appellent à la grève jusqu'au retrait. Mais les dirigeants de l'intersyndicale se sont refusés à appeler au retrait et à la grève. Dans une déclaration du bureau confédéral de Force ouvrière, celui-ci

expliquait la raison de son refus de participer à cette réunion. Après avoir rappelé la position de la confédération Force ouvrière sur le mot d'ordre de retrait et un appel franc à la grève, le communiqué rappelle qu'il exclut « de faire oublier ou de zapper les retraites au profit d'autres dossiers qui seront traités à part (...). FO ne saurait s'engager dans une stratégie d'oubli ou de diversion, dans une stratégie d'épuisement. »

Dans la déclaration de ces cinq organisations syndicales, pas un mot sur l'abrogation de la réforme des retraites. Mais, en revanche, elles considèrent que « la mobilisation a mis en lumière l'insatisfaction criante des salariés et leurs revendications en matière d'emploi, de salaire, de conditions de travail, d'inégalité entre les femmes et les hommes, de fiscalité et de partage des richesses ».

En quelque sorte, il s'agirait de traduire ce qu'a nettement indiqué la semaine dernière publiquement à France 2 François Chérèque en proposant à Laurence Parisot, du Medef, qui l'a acceptée, une discussion sur les jeunes et les seniors, indiquant qu'il fallait « passer à autre chose ».

C'est d'ailleurs pourquoi le dirigeant de la CFDT et Laurence Parisot se sont également prononcés sur l'ouverture d'une discussion pour 2013 sur la retraite par points.

Voilà où conduit l'alliance avec la CFDT.

S'agit-il maintenant, sous prétexte de poursuivre et de passer à « autre chose », d'accepter le cadre fixé par Fillon de « dialogue social » pour élaborer de nouvelles contre-réformes ? Voilà où conduit le refus de l'exigence de l'abrogation de la loi sur les retraites. ■



La manifestation du 12 octobre, à Chambéry.

Où conduit le refus d'exiger l'abrogation de la loi ?

Interview

La retraite par points ouvre la voie à la capitalisation et aux fonds de pension

Sylvette Chevalier

Membre du collectif UGFF 33 (Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT de Gironde)

Votre collectif a adopté un communiqué dans lequel vous vous prononcez contre le système par points. Pourquoi ?

Effectivement, après avoir rappelé les points essentiels de la loi qui fonde le rejet des salariés, dans notre communiqué nous disons : « De plus, un amendement voté à l'Assemblée nationale aggrave le texte en ajoutant la perspective de la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires avant le 30 septembre 2011. Et un amendement voté au Sénat prévoit la perspective de l'instauration du système par points avant 2013. » Nous savons très bien ce que signifie la création d'une caisse de retraite : c'est l'abandon du Code des pensions et du calcul sur les six derniers mois, c'est-à-dire l'abandon d'un des fondements du statut des fonctionnaires. Quant au système par points, pour moi qui suis fonctionnaire, il s'agit de la mise en place d'un régime unique, niant tous les régimes spéciaux et particuliers. Ce serait un nouveau coup porté au statut et, par là même, un nouveau coup contre l'existence même des services publics.

Pourquoi mettez-vous en cause la direction de la CFDT ?

Nous écrivons en effet : « système par points que "revendique" le leader de la CFDT ».

C'est une réalité, et personne ne peut dire le contraire ; c'est, en effet, une discussion qu'on ne peut pas éluder quand on est militant syndical et que l'on se bat pour les revendications. Cela pose, et nous en avons discuté, le problème de l'alliance « envers et contre tout » avec la CFDT ; c'est une alliance contre nature ! Nous savons tous que l'amendement voté au Sénat a été offert aux dirigeants de la CFDT.

Vous dites : le dossier des retraites va « revenir à brève échéance sur la table »...

Oui, et nous ajoutons : « Pour aggraver encore le dispositif qui vient d'être voté. » C'est la raison pour laquelle les syndicats UGFF de Gironde n'ont pas hésité une seconde : nous avons combattu pour le retrait du projet de loi ; aujourd'hui, il s'agit de combattre pour l'abrogation de la loi.

Car de deux choses l'une : ou l'on rentre dans la discussion sur la réforme systémique et la mise en place du système par points, ou l'on combat pour les revendications, et on dit : « Abrogation de la loi. » UGFF 33, nous avons choisi la seconde solution, et je pense sincèrement que cela correspond à ce pour quoi des millions ont fait grève et manifesté. ■

La "négociation" sur les jeunes et les seniors

Chérèque-Fillon-Parisot veulent remettre en cause "la séquence formation, travail, retraite"

Daniel Shapira

Le 25 octobre dernier, François Chérèque a réclamé à la télé une « négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors », proposition aussitôt acceptée par Laurence Parisot, présidente du Medef. Le lendemain matin, Fillon annonce aux députés UMP : « On sort de cette crise en promulguant la loi, et, ensuite, on propose aux partenaires sociaux d'engager un dialogue sur l'emploi des jeunes et des seniors. » Au même moment, selon l'AFP, « le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a annoncé devant la presse qu'il allait coanimer avec le président UMP de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, Pierre Méhaignerie, un groupe de travail UMP sur ces thématiques de l'emploi des jeunes et de l'emploi des seniors ». L'après-midi même, le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, annonce aux députés : « Nous préparons un plan de relance global sur les questions de l'apprentissage et de l'alternance, qui pourront utilement prendre leur place dans le cadre des négociations voulues par les partenaires sociaux. » Le lendemain, 27 octobre, la présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) annonce : « Le COE préconise de créer des contrats aidés en alternance dans le public. Tout le monde s'accorde sur l'intérêt des formations en alternance, mais elles sont quasi inexistantes dans la fonction publique. » Après s'être « félicitée de la

volonté exprimée par les syndicats et le patronat d'avancer ensemble sur l'emploi des jeunes et des seniors », elle propose un dispositif « zéro charge » pour les très petites entreprises (c'est-à-dire de nouvelles exonérations), qui concernerait aussi bien les seniors que les jeunes.

Le pacte de 1945 est aujourd'hui dépassé

Pourquoi cette volonté commune à Chérèque, au patronat et au gouvernement de lier l'emploi des jeunes et des seniors ?

L'Institut Montaigne (qui rassemble des patrons et des hauts fonctionnaires) a répondu début septembre en faisant quinze propositions. Leur résumé éclaire tout : « Le pacte de 1945, suivant lequel les actifs financent les études des jeunes et les retraites des seniors, est aujourd'hui dépassé. » Ce texte parle d'un « postulat archaïque : aux adultes l'emploi, aux jeunes les études, aux seniors l'inactivité ». Tout cela pour promouvoir « une nouvelle économie du travail dans laquelle s'insèrent pleinement jeunes et seniors, en brisant la séquence monolithique traditionnelle — formation, travail, repos — pour lui substituer des trajectoires individuelles qui entremêlent à tout âge ces trois composantes ».

Voilà le sens de la proposition de Chérèque de lier l'emploi des jeunes et des seniors. ■

Loi sur les retraites : contre les "réformes"

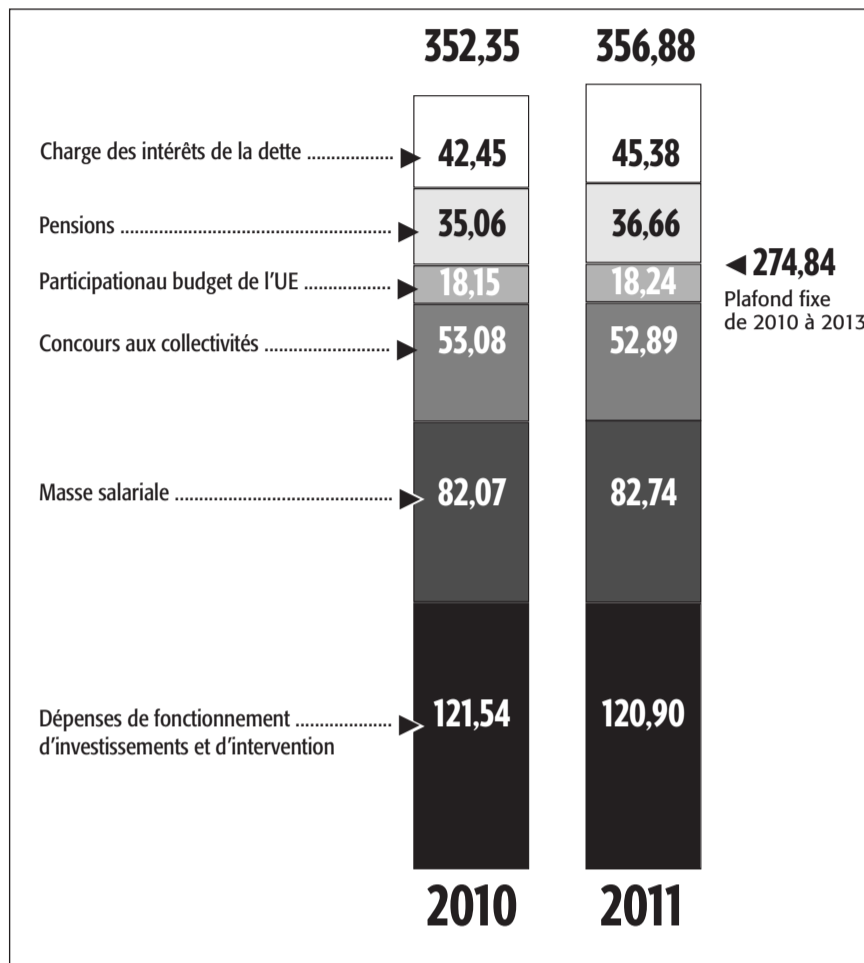
Quand le FMI se félicite de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite

Jeudi 4 novembre, le FMI, dans un rapport, a indiqué qu'« une hausse de l'âge de la retraite est l'outil le plus efficace pour la viabilité du financement des retraites (...). Relever l'âge de la retraite de deux ans relèverait le PIB d'un point de pourcentage (...). Les principaux développements dans ce domaine ont été l'adoption par la Grèce en juillet et par la France en octobre d'une réforme importante des retraites, qui a considérablement amélioré les fondements budgétaires de ces pays. »

Le FMI, dont Dominique Strauss-Kahn (PS) est le directeur, se félicite des plans de destruction des retraites en France, mais aussi en Grèce et partout. Il appelle les gouvernements à poursuivre les contre-réformes, budget d'Etat, Sécurité sociale, etc.

Le gouvernement français a immédiatement réagi et s'est félicité de la position du FMI.

Répartition des postes dans les budgets comparés 2010/2011. A noter que pour le gouvernement, tous les postes doivent rester constants. Seule la charge des intérêts de la dette augmente et augmentera. En un an, elle augmentera de 3 milliards d'euros.



2,5 milliards volés aux malades

Les annonces au Sénat sur le budget de la Sécurité sociale

Pour opérer de nouvelles « économies » de 2,5 milliards d'euros, le gouvernement, dans son projet, a annoncé les mesures suivantes :

- Instauration d'un forfait de remboursement pour les tests que s'administrent eux-mêmes les diabétiques.
- Fin de la prise en charge systématique des transports pour les personnes en affection de longue durée (ALD).
- Baisse de certains taux de remboursement par la Sécurité sociale.
- Et une série d'autres mesures qui devraient être précisées, comme des remboursements de médicaments ou de soins.

« L'enjeu est de recentrer progressivement les dépenses d'assurance maladie sur celles qui sont considérées comme les plus utiles médicalement », a déclaré le ministre Baroin au Sénat. On sait ce que signifie l'utilité médicale pour ce gouvernement. Comme le souligne une dépêche de l'AFP (8 novembre), « Ce qui est en jeu, c'est bien l'avenir de notre système de Sécurité sociale », a déclaré le ministre du Budget, reprenant l'argument martelé par l'exécutif pour justifier la réforme des retraites. Guy Fischer (PCF) a qualifié les recettes de « mesures homéopathiques » (...). Pour Bernard Cazeau, du Parti socialiste, le gouvernement ne prend pas « les mesures suffisantes de nature à amorcer véritablement le rétablissement des comptes ». Il a annoncé des amendements. »

"Les derniers soubresauts d'un monde ancien"

Discours du Premier ministre, François Fillon, devant les ingénieurs et les scientifiques de France (3 novembre 2010)

« Mesdames et Messieurs, depuis 2007, nous avons engagé un mouvement profond de modernisation de la France (...). Avec le gel du budget de l'Etat, avec la baisse du nombre des fonctionnaires et la révision générale des politiques publiques, nous avons commencé, pour la première fois depuis plus de trente ans, à freiner la spirale de la dépense publique (...). Et enfin, avec la réforme des retraites, nous avons sécurisé notre pacte social (...). »

Si l'on veut préserver notre modèle social, si l'on veut construire les bases d'une flexisécurité à la française, notre pays a encore besoin de réformes. Et pour cela, je considère que la place du dialogue social doit être centrale (...).

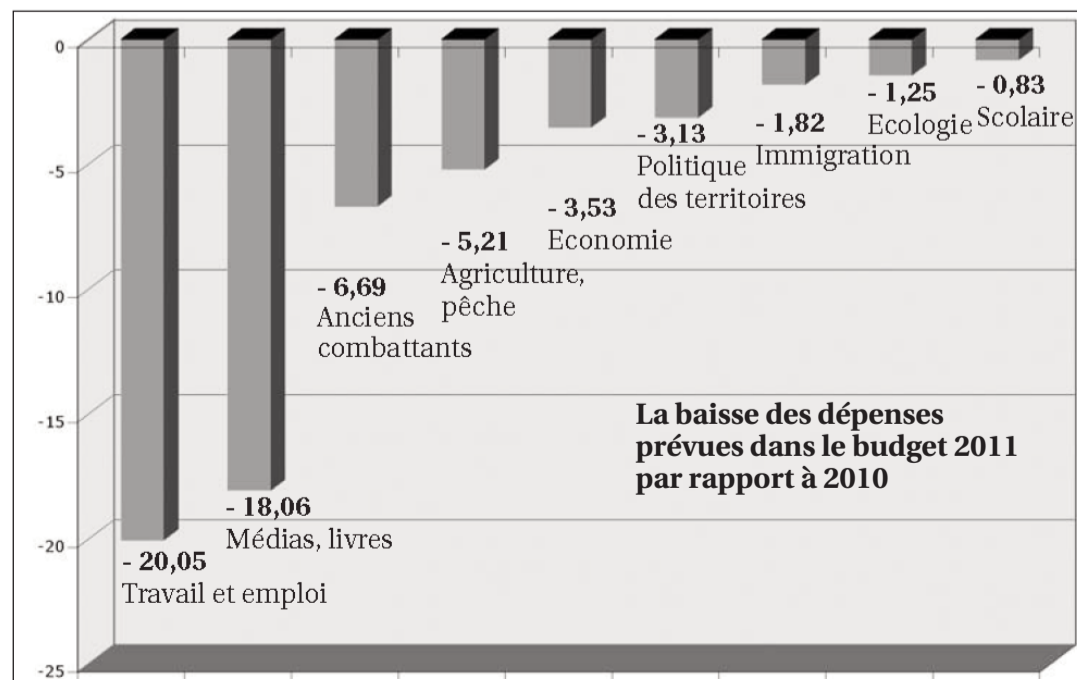
Nous sommes actuellement encore dans une phase de recomposition du dialogue social, puisque la loi de 2008 s'applique à peine, et ce à quoi nous avons assisté ces dernières semaines, c'est, en tout cas je l'espère, les derniers soubresauts d'un modèle ancien. Avec la loi du 20 août 2008, nous avons jeté

les bases d'une telle réforme de la représentativité pour les organisations syndicales de salariés (...).

Mais l'essor du dialogue social exige aussi qu'on laisse aux partenaires sociaux toute la place pour engager ou pour accompagner les réformes, et c'est ce à quoi mon gouvernement a veillé depuis 2007 (...). La loi sur la modernisation du marché du travail en juin 2008, la loi sur la démocratie sociale que je viens d'évoquer en août 2008, la loi sur la formation professionnelle de novembre 2009 sont toutes issues d'accords entre les partenaires sociaux (...).

La réforme des retraites, Mesdames et Messieurs, sera bientôt derrière nous, mais elle n'est qu'un pas supplémentaire dans la nécessaire rénovation de notre modèle social et économique (...).

Le défi principal, c'est celui de l'endettement, qui nous commande de respecter une stricte discipline budgétaire d'ici à 2013. »



ÉDITORIAL

Fillon espère

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Le discours prononcé le 3 novembre par François Fillon est une véritable déclaration de guerre. De ces longs mois de lutte des classes sur les retraites, Fillon conclut à l'urgence de combiner ce qu'il appelle « démocratie sociale » et « démocratie politique ».

Démocratie politique ? Elle consiste, explique Fillon, à reconnaître qu'on ne peut « vivre sans réformes indispensables avec 1 500 milliards de dettes ». Moyennant quoi, Parlement et gouvernement doivent, quelle que soit leur couleur politique, appliquer les contre-réformes destructrices exigées par l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale. En un mot : la classe des capitalistes, celle-là même qui bénéficie des aides et autres plans de sauvetage à l'origine de la dette.

Démocratie sociale ? Il s'agit d'instaurer un « dialogue social » permanent appuyé — Fillon insiste pesamment sur ce point — sur la loi du 20 août 2008. Rappelons que cette loi prolonge la position commune CGT-CFDT-Medef-CGPME. Sa fonction est d'instaurer un accord permanent entre patronat, gouvernement et organisations syndicales dites représentatives.

Fillon en revendique l'urgente application, afin de « réguler les conflits » et d'enchaîner les syndicats à la mise en place des « bases d'une flexisécurité à la française ».

C'est le schéma-type du corporatisme, ennemi de la démocratie.

Notons que les dirigeants du Parti socialiste, candidats à l'alternance en 2012, ne font pas mystère de leur intention d'agir dans le même sens. François Hollande lui-même a annoncé, en cas de victoire en 2012, des mois d'« Assises de la démocratie sociale » entre syndicats, patronat et gouvernement pour mettre au point les contre-réformes.

N'y a-t-il pas un lien entre la position commune de 2008 et le refus obstiné, des mois durant, au sommet de certaines confédérations syndicales comme des partis de « gauche », d'avancer le mot d'ordre de retrait de la contre-réforme ? N'y a-t-il pas un lien, aussi, avec le refus d'exiger aujourd'hui l'abrogation de la loi sur les retraites, exigence pourtant conforme à la démocratie et au mandat des millions qui ont fait grève et manifesté des mois durant ?

Ce sont là quelques-uns des problèmes auxquels le mouvement ouvrier est confronté aujourd'hui, et qui seront débattus dans la conférence pour l'unité ouvrière du 11 décembre.

Reste cette observation de M. Fillon : « Ce à quoi nous avons assisté ces dernières semaines, c'est — en tout cas je l'espère — les derniers soubresauts d'un modèle ancien. » Fillon espère. On lui rappellera que le général de Gaulle, dont la mort, voilà quarante ans, est commémorée ces jours-ci, fut contraint de quitter le pouvoir après son échec au référendum de 1969. Référendum dont l'objectif était, précisément, l'instaurer d'un Sénat corporatiste intégrant les organisations syndicales à l'Etat et à ses contre-réformes, cela afin d'en finir avec un « modèle ancien ». Modèle ancien qui porte un nom : la lutte de classe. Laquelle n'a pas dit son dernier mot.

11 DÉCEMBRE
CONFÉRENCE NATIONALE
POUR L'UNITÉ
OUVRIÈRE

RÉUNIONS, DÉLÉGUÉS, MANDATS...

“Il y a un moment où il faudra y aller”

Réunion à Amiens (Somme)

“Si les directions syndicales ne veulent pas entendre, il va falloir leur dire un peu plus fort”

Du privé (ouvriers de Dunlop, Plastic Omnium, Manufacture des Sièges de France, Sécurité sociale) et du public (cheminots, hospitaliers, enseignants, inspection du travail), étudiants et retraités, ils étaient plus de trente participants à une réunion préparatoire à la conférence, ce 5 novembre, à Amiens. Tous ont noté l'importance de se retrouver de différents secteurs dans une même réunion.

Cela exprimait ce qui avait été posé durant tous les mois de mobilisation, la recherche de l'interprofessionnelle. Sur proposition d'un des participants, a été intégré dans l'appel de la réunion : « Il faut regrouper ceux qui se sont battus séparément dans leur secteur et dans leur syndicat. »

Tout le monde avait conscience que la conférence du 11 décembre répondait à cet objectif de s'organiser pour surmonter les obstacles rencontrés. Car, comme l'a dit un autre, « il ne s'agit pas de créer un nouveau syndicat, puisqu'il y a déjà des organisations syndicales et qu'elles sont là pour nous aider. Si les directions syndicales ne veulent pas entendre, il va falloir leur dire un peu plus fort. »

C'était là le sentiment largement partagé. Un autre expliquait : « Chez Dunlop, les gars étaient un peu essouffés. Une grève par-ci, une grève par-là. Ils en ont marre. Ils attendaient clairement un mot d'ordre. On était à un doigt d'y arriver. Les trois quarts, dans l'usine, étaient prêts à partir si on avait eu un appel à la grève jusqu'au retrait. »

Une enseignante affirme : « C'était dès le 7 septembre qu'il fallait y aller, à la première grève. »

Un autre lui répond : « On a entendu les responsables syndicaux dire : “On attend de voir ce que tel jour va donner.” Mais il y a eu du monde à chaque manif et chaque fois il y avait des gens différents, alors qu'est-ce qu'ils attendent de voir ? »

Un autre, de Manufacture, insiste : « Pourquoi les dirigeants des organisations disent que c'est les ouvriers qui doivent décider alors que c'est à eux de le faire ? Sinon, ils servent à quoi ? Pourquoi multiplier des réunions intersyndicales pour décider une journée par-ci ou par-là. Ils auraient appelé à une grève dès le départ, le gouvernement aurait plié, car ils étaient au bord de la rupture. »

Tous les participants ont conscience qu'il s'agit d'une question d'actualité. On ne peut pas laisser faire, il faut que ça s'arrête. L'un précisait : « C'est nous qui payons la crise. Il y a un processus de rigueur qui commence avec les retraites, et ça va continuer avec autre chose, l'assurance maladie, etc. Il faut stopper ce gouvernement et dire clairement : abrogation de la loi sur les retraites. »

Ce besoin, cette nécessité de se grouper pour combattre était le ciment de la réunion. Un participant a dit : « Il faut faire connaître cette discussion, il faut des réunions partout, car dès qu'on est ensemble comme ce soir, on voit qu'on est tous d'accord. Alors, il faut se regrouper. » Sur cette base, un appel a été adopté, convoquant une nouvelle réunion le 19 novembre, et trois premiers délégués (deux travailleurs d'usine et une enseignante) ont été désignés. Une enseignante a pris sa carte au POI. ■

“Malgré le vote de la loi, un sentiment domine : nous nous sommes battus, nous savons que nous n'avons pas gagné ; pour autant, nous ne sommes pas défaits, nous ne renonçons pas, nous ne voulons pas payer la crise”

Extrait du communiqué du Parti ouvrier indépendant (lire page 8)

Varangéville (Meurthe-et-Moselle)

“Comment faire pour aller plus loin ?”

Des militants du PS, du PCF, du POI et des syndicalistes se sont réunis le 3 novembre pour préparer la conférence

« Comment faire pour aller plus loin ? » C'est la question que pose Marie-Jeanne, militante du PCF. Mais avant « d'aller plus loin », encore faut-il définir les bases de l'unité d'action. Pour Bernard, du POI, « Sarkozy a pu faire voter la loi contre les retraites parce qu'il n'y a pas eu l'unité pour le retrait de la réforme ». Josette, militante du PS, explique : « Le piège a été de vouloir discuter dans le cadre d'une autre réforme. Il n'y a pas à discuter d'une autre réforme. Sarkozy est le président des riches et il veut jeter les pauvres par-dessus bord ! » Pour Marie-Claude, syndicaliste, « il nous faut construire des points d'appui. J'ai discuté avec des collègues de travail ; elles ne se sentaient pas battues par rapport à la lutte menée, mais trahies par certains responsables syndicaux. »

« Construire des points d'appui » nécessite de préciser sur quelle base. Josette propose : « On est tous ensemble, on veut l'abrogation de la loi Sarkozy contre les retraites. » Marie-Jeanne va dans le même sens : « On sait ce qu'on veut. Chacun agit avec ses propres convictions et on a un objectif commun : l'abrogation. »

Il est proposé de s'adresser à tous ceux qui ont organisé la résistance, qui ont exigé le retrait du projet de loi, de nous rejoindre pour l'abrogation (lire l'appel ci-dessous).

Sur cette base, Marie-Jeanne (PCF), Josette (PS) et Bernard (POI) sont délégués à la conférence nationale pour l'unité ouvrière. ■

COMITÉ POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Pour arrêter le bras destructeur du gouvernement, pour l'abrogation de la loi sur la réforme des retraites

Nous avons discuté de « comment faire pour aller plus loin » pour aider les travailleurs à réaliser l'unité. La loi a été votée, elle reste inacceptable, son abrogation reste l'exigence de millions de travailleurs.

Nous avons décidé :

- de nous constituer en comité pour l'unité ouvrière ;
- d'organiser des délégations auprès des élus et des partis sur l'exigence de l'abrogation de la loi ;
- de mandater une camarade du PCF, une camarade du PS et un camarade du POI à la conférence, le 11 décembre, à Paris, sur cette exigence.

La parole à...

Alain et Fred, syndicalistes éboueurs à Marseille (Bouches-du Rhône), qui ont été désignés délégués à la conférence lors d'une réunion, le 5 novembre



Une grève très suivie sur le port, dans les raffineries, les crèches, les cantines et chez les éboueurs. Rappelons que Gaudin, le maire UMP, et les chefs PS du département ont dénoncé ensemble les éboueurs et menacé d'en appeler au préfet pour les réquisitionner.

Alain : Je suis employé à CUMPM (communauté urbaine Marseille Provence Métropole) dans les ateliers de réparation, je serai délégué le 11 décembre et je dis ce que je pense : quand tu es leader, tu dois appeler à la grève interprofessionnelle. Les raffineries voulaient continuer, mais les leaders n'ont rien dit. Les leaders, il faut les remplacer. Ils marchent avec les politiques, et, quelle que soit l'étiquette politique, ils sont tous pareils. Regardez sur les retraites, les socialistes, qu'est-ce qu'ils ont fait : rien.

Ils ont parlé de Marseille parce qu'ils ont peur, parce que, nous, on bouge. Il faut foncer. Mais ils n'ont rien dit de Paris ou de Lyon. Si on avait fait quelques jours de plus, est-ce qu'ils auraient capitulé ? Malheureusement, on a été lâchés par les leaders. Quand tu vois des leaders qui pourraient soulever la France et

qui ne font rien. Je ne veux pas qu'ils tournent autour du pot. Quand on pose une question, je veux du concret.

Fred : Je suis chaudronnier aux ateliers de mécanique et délégué à la conférence du 11 décembre. Je pense que la classe ouvrière n'était pas prête à autant de violence et autant de mutisme de la part du gouvernement. C'est une véritable guerre qui a été lancée contre les travailleurs français. Les outils, nous les connaissons, les médias, ainsi que certains dirigeants syndicaux. On nous dit combien ça a coûté, la grève des poubelles à Marseille, mais on ne nous dit pas combien ont coûté toutes les publicités à la télé pour la réforme des retraites. De plus, nous n'avons vu et entendu que deux personnages pendant tout ce conflit, la paire Chêrèque-Thibault. ■

Réunion à Besançon (Doubs)

“Imposer la volonté de millions de travailleurs”

Des travailleurs de différents secteurs, finances, hôpitaux, conseil régional, textile, commercial, université, des enseignants... ont participé à une réunion le vendredi 5 novembre à l'initiative du comité local du POI. Compte rendu de la discussion.

Un agent des finances publiques ne peut retenir sa colère contre « ce gouvernement qui s'en fout de la démocratie et du peuple... Je vois chaque jour la pauvreté : des ménages choisir entre payer son loyer ou soigner ses enfants et ne disposant que de 6 euros par jour et par famille... Ce n'est pas dans les urnes qu'on changera quelque chose en 2012, la politique sera la même... Cette conférence du 11 décembre est une bonne initiative ; ce qui en sortira, je ne sais pas, on verra bien. Les partis ? Ils n'arrivent pas à se mettre d'accord, et cela pèse. Les gens se demandent finalement pour qui ils roulent. J'ai l'impression qu'ils tirent tous dans leur sens, alors que c'est pour la classe ouvrière qu'il faut se battre. Alors, comment souder, fédérer toutes ces forces qu'on sent monter dans ce pays ? »

Un retraité de l'enseignement : « D'un côté, les Chêrèque-Thibault qui se refusent à appeler au retrait et à la grève, les partis qui ont légi-

timé la réforme avec leurs amendements et en acceptant d'en discuter, de l'autre, les millions dans la rue pour dire “retrait de cette réforme”. Alors n'est-il pas temps de se donner les moyens d'imposer aux dirigeants cette volonté de millions de travailleurs ? »

Pour un syndicaliste de l'enseignement, « le gouvernement était pété de trouille. On était à deux doigts du blocage généralisé. Le tandem Thibault-Chêrèque a aidé, il lui fallait cet appui, sinon ça débordait. Depuis 2003, les attaques aux acquis sociaux (régionalisation des hôpitaux, RGPP, casse des statuts, privatisations...) étaient une politique délibérée pour faire payer aux salariés la crise financière. Comment organiser les choses, alors que derrière il y aura la fin de la Sécurité, la réforme territoriale ? »

Un agent territorial lui répond : « C'est vrai, ils ont eu la pétouche, bloquer le pays, ça, ça fait mal. »

Un commercial : « On a toutes les clés pour bloquer le pays si on veut, mais certaines organisations ont empêché les travailleurs de se rassembler. »

Un étudiant : « La question qui se pose est politique ; les partis nous disent “attendez 2012 et on reverra la question”... Pour moi, les travailleurs et les jeunes ne sont pas

démoralisés, ils sont en colère, car ils savent où sont les obstacles. On a vu des millions dans la rue, 71 % d'accord... Alors, ce n'est pas possible qu'aucun parti n'ait proposé autre chose que 2012. »

Un syndicaliste du CHU : « Comment regrouper tout le monde ? A l'hôpital, on tractait dès 6 heures du matin. Je suis content d'être ici, car on est réunis et on peut discuter pour savoir comment on va faire pour communiquer avec tous les camarades. Il faut revenir à des mots simples pour combattre ceux qui nous attaquent. »

Un syndicaliste magasinier : « Je suis à la CGT ; j'ai entendu dire que FO voulait tout bloquer, moi je suis d'accord avec ça. Moi je suis à la CGT, d'autres à FO, mais on est tous d'accord, si on bloque tout pendant trois, quatre, huit jours, ils céderont. »

Un syndicaliste du conseil régional : « Les gens ne croient plus à la politique sincère, ils ont du mal à croire qu'il y a des politiques sincères. Moi, j'ai fait plusieurs jours de grève pour nos revendications au conseil régional. La présidence socialiste n'a rien voulu savoir. Si on veut avancer, il faut leur donner des coups de pied dans le c... » Une nouvelle réunion est proposée le mercredi 1^{er} décembre. ■

TRIBUNES LIBRES, DÉBATS, DISCUSSIONS...

tous ensemble, jusqu'au bout

Un délégué à la conférence

Réunion à Poitiers (Vienne)

“On va continuer ensemble, parce qu'il n'est pas question de passer à autre chose”

La réunion a été ouverte par un court rapport d'un camarade du POI, syndicaliste : « Pour avoir discuté avec un peu tout le monde, je crois que ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est la conviction plus ou moins claire que nous sommes passés à deux doigts de la grève générale, qui aurait sans nul doute permis de faire plier le gouvernement. L'issue finale de la bataille engagée n'est que "partie remise", pas en 2012 sur le terrain électoral comme certains voudraient nous en convaincre, mais dans les semaines ou les mois à venir. Les militants que nous sommes s'interrogent. Comment accepter que les directions syndicales nationales se soient refusé à prendre leurs responsabilités ? Sans renoncer à ce que nos organisations jouent leur rôle, la prochaine étape ne consistera-t-elle pas à permettre aux salariés et à leurs syndicats de diriger leur propre mouvement ? »

“Comment fait-on pour aller plus loin la prochaine fois ?”

Un tour de table s'en est suivi. Marc, militant de SUD PTT : « Si on avait eu un tel appel dès le 7 septembre, à mon avis, il n'aurait pas fallu quinze jours de grève pour l'emporter... Donc, comment fait-on pour aller plus loin la prochaine fois ? »

Annette, retraitée de La Poste, ancienne syndiquée FO Com, explique qu'elle vient de « sortir de dix ans de sommeil », « un cauchemar plutôt, parce que j'ai dû accompagner mon mari atteint de deux cancers qui l'ont tué... Alors, quand on nous parle de pénibilité, ça me fait hurler ! »

Un camarade de la CGT lui fait remarquer : « Tu es devenue une sorte de figure locale dans les manifestations poitevines. Le fait que tu te sois placardé sur ton gilet fluo les autocollants

de tous les syndicats et que tu aies porté ostensiblement les drapeaux de toutes les organisations, est-ce que ça n'exprime pas spontanément la volonté des travailleurs de ce pays de se saisir de toutes leurs organisations syndicales pour affronter le gouvernement en un bloc uni ? »

Réponse : « Oui, c'est ça que je voulais, mais franchement, au départ, je ne savais pas ce que je faisais. C'est dans le mouvement que j'en ai pris conscience, en discutant avec vous... »

Léon, syndicaliste CGT de la Ville de Poitiers, rencontré pendant la campagne du POI pour l'interdiction des licenciements, remarque : « Annette dit que les discours sur la pénibilité lui restent en travers de la gorge... Moi, j'ai travaillé vingt-huit ans à l'usine Michelin, à Poitiers, et ce qui me reste en travers de la gorge, c'est la fermeture de l'usine en 2006 ! Et ce qui ne passe pas non plus, c'est le plan de reclassement et de formation avec lequel on nous a amusés ; moi, j'ai galéré deux ans dans ce machin qui n'a débouché sur rien... Et il faudrait galérer comme ça jusqu'à 67 ans ? »

À l'issue de la réunion, les participants ont décidé de désigner quatre premiers délégués (deux CGT, un SUD et un FO), d'inviter encore plus largement militants et jeunes à se retrouver le 24 novembre, afin de poursuivre l'échange, et d'éditer un bulletin de discussion à partir de l'appel publié au plan départemental. L'autofinancement des voyages des délégués est d'ores et déjà engagé. Depuis cette première réunion, de nouveaux militants ont cosigné l'appel départemental et ont fait connaître leur intention de participer à la prochaine rencontre. « On va continuer ensemble, parce qu'il n'est pas question de passer à autre chose », comme nous l'a dit un ancien délégué syndical de la métallurgie. ■

Trois questions à...

Marc Salin, facteur à la plate-forme de distribution courrier de Poitiers (Vienne), syndicaliste SUD PTT



Marc Salin est l'un des quatre premiers délégués à la conférence nationale du 11 décembre désignés lors de la réunion de militants de toutes tendances qui s'est tenue à Poitiers le 3 novembre dernier.

Quelle appréciation portes-tu sur le puissant mouvement qu'on vient de vivre ?

Un mouvement d'une telle ampleur, où vingt millions de travailleurs et de jeunes descendent dans la rue en deux mois, qui ne débouche pas sur une victoire, ça interroge forcément... Pour moi, en l'absence d'un appel clair de nos organisations syndicales au niveau national, sur un mot d'ordre précis, le retrait du projet et, maintenant, l'abrogation de la loi, associé à un moyen d'action fort, la grève reconductible partout au même moment, la grève interprofessionnelle public-privé jusqu'à satisfaction, est-ce qu'on pouvait aller plus loin ? Si on avait eu un tel appel dès le 7 septembre, à mon avis, il n'aurait pas fallu quinze jours de grève pour l'emporter...

Tu as participé à une première réunion préparatoire à la conférence nationale, à Poitiers, le 3 novembre. Qu'est-ce que tu en as retiré ?

La discussion a été vraiment passionnante, avec des militants qui sont à la CGT, à FO, à la FSU, des actifs et aussi des retraités. On a décidé de renouveler l'expérience, en organisant une nouvelle réunion le 24 novembre, en cherchant d'ici là à gagner de nouveaux signataires à notre appel départemental, en ciblant les militants qui ont conduit la lutte à leur niveau, quelles que soient leurs appartenances syndicales. On a désigné quatre premiers délégués,

trois postiers, un CGT, un SUD, une retraitée qui a été syndiquée à FO, ainsi qu'un camarade de la CGT qui a bossé vingt-huit ans chez Michelin, jusqu'à la fermeture de l'usine en 2006, et qui a retrouvé du boulot à la ville de Poitiers.

La discussion a-t-elle permis de préciser un peu plus les choses ?

Moi, je suis d'accord avec le camarade de la CGT avec qui je bosse main dans la main depuis des semaines. Tout faire pour que les directions syndicales nationales prennent leurs responsabilités, ce qui serait « un signal fort » à l'adresse de tous les travailleurs — comme l'a très bien dit une chef d'équipe de mon centre — tout en permettant aux salariés et à leurs syndicats de diriger leur propre mouvement, en constituant des comités de grève avec des délégués mandatés, élus et révocables, où les sections syndicales soient représentées à leur place normale.

Le 28 octobre dernier, quand on a bloqué la PDC avec l'aide de cheminots, d'agents du CNFPT, de profs du quartier, ça nous a déjà donné une petite idée de ce que ça pourrait être...

Il y a un moment où on ne pourra plus attendre et où il faudra y aller tous ensemble, jusqu'au bout. C'est ça, pour moi, le contenu de la conférence nationale, c'est pour ça que j'ai signé l'appel du CFN du POI et que je me suis porté délégué. ■

BRÈVES

Dijon

« D'accord avec l'idée d'une conférence nationale liant l'exigence du retrait du projet Woerth à toutes les autres réformes, comme la mastérisation, par exemple. La question des retraites concentre tout » (une enseignante de l'université de Dijon, syndicaliste FSU).

« Entièrement d'accord avec ce que tu as dit, mais comment faire pour obliger les dirigeants à organiser la bataille contre le gouvernement ? Vous montrez bien la contradiction entre les responsables et les travailleurs, syndiqués ou non. Je ne comprends pas le PS, qui renvoie le problème des retraites à 2012.

Entre-temps, le gouvernement va s'attaquer à la Sécurité sociale et j'apprends que la nouvelle convention d'objectifs comprend 4 000 suppressions d'emplois dans nos caisses d'ici à 2013 » (une employée de la Sécurité sociale).

Marseille

« Lors de cette réunion à la Carsat, deux agents municipaux sont venus. La discussion a été particulièrement fraternelle, les collègues municipaux ont expliqué leur mouvement. A aucun moment ils n'ont reproché aux agents de la Carsat de ne pas avoir débrayé. Au contraire, ils ont expliqué en quoi un appel des confédérations serait un point d'appui pour tous. Je leur ai proposé de préparer ensemble la conférence du 11 décembre.

En substance, ils m'ont dit que l'affaire n'était pas terminée, que la question de l'abrogation était posée, qu'il fallait se préparer aux bagarres à venir et que l'idée d'une conférence nationale pour discuter ensemble de ce qui a manqué était une très bonne idée. Il faut qu'on arrive à réaliser l'unité sur des questions aussi graves » (une employée de la Carsat).

Strasbourg

« Ce qu'il fallait faire, c'était tout bloquer. Thibault et Chérèque ont été trop mous. En haut, s'ils avaient appelé à bloquer il y a un mois, on n'en serait pas là aujourd'hui. Sarkozy serait à genoux, on aurait balayé sa réforme. Le 11 décembre, c'est pour rassembler au niveau national tous ceux qui veulent s'organiser, là je suis partant » (un métallurgiste).

Saint-Ouen

« Cette attitude des directions, habituelle pour la CFDT et relativement nouvelle pour la CGT, peut s'expliquer par une volonté des directions de ménager Sarkozy et son gouvernement. C'est une conséquence de l'accord sur la loi changeant les règles de la représentation syndicale qui favorise grandement la CFDT et la CGT, qui espèrent devenir les interlocuteurs privilégiés du gouvernement et du patronat » (un travailleur d'Alstom).

Vous voulez participer aux débats préparatoires à la conférence ? Lisez, abonnez-vous à “Informations ouvrières”, le journal de la conférence.

Tours (Indre-et-Loire)

Une “coordination nationale des AG interpro”... à huis clos

Patrick Etesse

Une cinquantaine de délégués mandatés ou observateurs « d'assemblées générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, inter-syndicales ouvertes à des non-syndiqués, collectifs, coordinations inter-secteurs, etc. » venus d'une vingtaine de villes représentant des « AG interpro » aux contours très flous et aux dimensions variables ont participé à une « coordination nationale des AG interpro » à Tours.

Le délégué de Tours, responsable local du NPA, a brièvement présenté la réunion ainsi : « Nous sommes syndiqués principalement à SUD, mais

aussi pour certains à la CGT, à la FSU ou non-syndiqués. Nous ne voulons pas laisser le mouvement à l'inter-syndicale. Nous ne sommes pas anti-syndicaux. Nous ne voulons pas proclamer quoi que ce soit. Nous voulons voir ce qui est possible demain. » Après cette brève présentation, les correspondants de presse furent invités à quitter la salle pour que les échanges se poursuivent à huis clos...

Une simple erreur de stratégie

De ces échanges sortira un appel final où n'apparaît aucun bilan précis sur le refus jusqu'au bout des respon-

sables des principales confédérations constituant « l'intersyndicale » de reprendre le mot d'ordre de retrait de la réforme Sarkozy-Woerth-Fillon et d'appeler à la grève interprofessionnelle pour l'imposer. Ce constat indispensable étant masqué par une simple formule sibylline : « La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/se-s »...

Le verrouillage au sommet effectué par le tandem Chérèque-Thibault, une simple erreur de stratégie, en somme !

Quant aux modalités d'action proposées par cet appel, car « l'heure n'est pas à la résignation », elles parlent d'elles-mêmes : « Nous appelons aux

actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement : une action symbolique le 11 novembre à 11 heures pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ; une journée d'action de blocage économique le 15 novembre pour laquelle nous appelons au soutien international ; une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation. » Rien à voir avec le mouvement des millions de travailleurs, retraités et jeunes qui ont manifesté unis pour le retrait du projet de réforme des retraites. ■